

## Analyse des facteurs explicatifs de l'efficacité des pouvoirs en Afrique de l'Ouest et Centrale

Analysis of the explanatory factors of effectiveness of powers in West and Central Africa

Auteur 1 : Souleymane Astou DIAGNE.

Auteur 2 : Roger SAFARI BASINYIZE.

Auteur 3 : Omar SENE.

**SOULEYMANE ASTOU DIAGNE**, Maître de Conférences, Enseignant-Chercheur à l'UFR Économie - Management et Ingénierie Juridique, Sénégalais, Groupe de Recherche en Économie et Développement Territorial (GREDT), Université Alioune Diop, Bambey

**ROGER SAFARI BASINYIZE**, Doctorant en économie à l'UFR Économie - Management et Ingénierie Juridique, Sénégalais, Groupe de Recherche en Économie et Développement Territorial (GREDT), Université Alioune Diop, Bambey

**SENE OMAR**, Maître de Conférences, Enseignant-Chercheur à l'UFR Économie - Management et Ingénierie Juridique, Sénégalais, Groupe de Recherche en Économie et Développement Territorial (GREDT), Université Alioune Diop, Bambey

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : ASTOU DIAGNE .S, SAFARI BASINYIZE .R & SENE.O (2024). « Analyse des facteurs explicatifs de l'efficacité des pouvoirs en Afrique de l'Ouest et Centrale », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 27 » pp: 0755 – 0782.

**Date de soumission** : Novembre 2024

**Date de publication** : Décembre 2024



DOI : 10.5281/zenodo.14561101

Copyright © 2024 – ASJ



## Résumé

Dans cet article, nous avons cherché à examiner empiriquement les facteurs explicatifs des pouvoirs publics en Afrique de l'Ouest et Centrale. Nous avons utilisé un panel de 16 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale sur la période de 2002 à 2022. Notre stratégie d'estimation est basée sur la méthode des Moindres Carrés Généralisés Faisables (FGLS). Nos résultats fournissent la preuve que le niveau d'efficacité des pouvoirs public est significativement affecté par taux de croissance de la population, les dépenses en consommation finale du gouvernement, le niveau des investissements privés et la qualité des institutions. Nous suggérons ensuite quelques implications politiques.

**Mots clés :** Efficacité des pouvoirs publics, Afrique, Moindres Carrés Généralisés Faisables

## Abstract:

In this paper, we study the explanatory factors of government effectiveness in Western and Central Africa. We use a panel dataset collected 16 countries of Western and Central Africa over the period 2002–2022. The Feasible Generalized Least Squares (FGLS) estimation results indicate that government effectiveness is significantly affected by population growth rate, government final consumption expenditure, the level of private investment, and the quality of institutions. We then suggest some policy implications.

**Keywords:** Government Effectiveness, Africa, Feasible Generalized Least Square

## Introduction

Le renforcement des capacités de l'État est devenu essentiel pour promouvoir la croissance économique et le développement. Il ne s'agit pas seulement de renforcer les capacités budgétaires de l'État en améliorant ses techniques de mobilisation des ressources, mais aussi de veiller à ce qu'une bureaucratie efficace et motivée soit en place, capable de fournir les services essentiels. Il existe d'ailleurs un large consensus dans la littérature en économie du développement selon lequel les institutions étatiques et leurs actions ont des implications majeures sur le bien-être et la répartition des droits. En effet, les économistes ont souligné, ces dernières années, l'idée que de bonnes institutions étatiques, en particulier celles du secteur public, sont essentielles à la croissance économique. Parmi ces institutions figurent un gouvernement limité, une bureaucratie relativement bénigne et non corrompue, un système juridique qui protège les droits de propriété et fait respecter les contrats, ainsi qu'une fiscalité et une réglementation modestes. Des travaux ont montré qu'un bon gouvernement a contribué au développement économique des pays européens au cours du dernier millénaire (North, 1994 ; De Long et Shleifer, 1993 ; Chapman, B. 2024), à la croissance des pays au cours des 40 dernières années (Knack et Keefer, 1995 ; Mauro, 1995 ; Easterly et Levine, 1997) et à la transition réussie du socialisme au capitalisme (Weingast, 1995 ; Johnson, Kaufmann et Shleifer, 1997). Une plus grande efficacité des gouvernements semble être le seul moyen d'éviter que les services publics ne soient écrasés entre les forces opposées liées par exemple aux dépenses liées au vieillissement et de la concurrence fiscale croissante (Heller et Hauner, 2006 ; Malla, M. H., et Pathranarakul, P. 2022 ; Balan et al, 2022 ; Bergeron, A., 2024).

Tous les États ne sont pas, cependant, capables de garantir les bases non contractuelles du marché, de fournir les « bonnes » incitations économiques et d'établir des régimes de protection sociale adaptés au développement économique et aux besoins de la société. Dans les pays en développement, le secteur public est souvent limité par une faible capacité fiscale, des procédures de génération de recettes sous-optimales et un système de prestation de services publics inefficace. Le secteur public dans certains pays africains qui devait servir de fer de lance au développement socioéconomique pour réduire la pauvreté, a été totalement incapable d'assumer cette tâche. Sa capacité à assurer l'ordre et la sécurité, à concevoir et à mettre en œuvre des politiques de croissance, à adopter et à faire respecter les lois, à réguler les marchés, à contrôler ses frontières et ses fonctionnaires est généralement et comparativement faible. En d'autres termes, la capacité de développement moyenne du secteur public africain est faible.

La capacité de l'État en Afrique varie selon les pays, selon les domaines d'activité de l'État et dans le temps. Ils diffèrent également dans leurs compétences organisationnelles selon les domaines institutionnels. Des programmes de réduction de la pauvreté qui fonctionnent bien peuvent être contrebalancés par un secteur de la santé qui fonctionne mal. C'est pourquoi les décideurs politiques s'efforcent avant tout d'identifier les configurations institutionnelles qui les constituent qui favorisent les résultats d'un développement inclusif.

L'objectif de cet article est d'étudier les facteurs explicatifs de l'efficacité des pouvoirs publics en Afrique de l'Ouest et Centrale. Jusqu'à récemment, relativement peu de recherches empiriques ont été menées pour expliquer les variations de l'efficacité des pouvoirs publics d'un pays à l'autre. Bien que ces études aient permis d'en apprendre beaucoup sur les facteurs qui influencent les différences entre les pays en matière de démocratie, de performance gouvernementale et de corruption, peu d'efforts ont été faits pour aborder ces questions en Afrique. La relation entre l'efficacité des pouvoirs publics et ses facteurs explicatifs en Afrique est restée plutôt imprécise, avec une absence notable de cadre théorique concret pour guider le travail empirique. Ainsi, contrairement à la plupart des études précédentes s'étaient généralement focalisées sur les pays européens et asiatiques (Garcia-Sanchez, et al, 2013, Hauner, D., & Kyobe, A. 2010 ; Hodzic, S., et al, 2021 ; Yousefinejad, 2022), ce travail se concentre sur des pays d'Afrique Subsaharienne.

Par conséquent, cette étude est menée pour contribuer à la littérature existante en se concentrant sur un panel de 16 pays, comprenant 11 pays d'Afrique de l'Ouest et 5 pays d'Afrique centrale, pour la période de 2002 à 2022. Pour les estimations économétriques, nous utilisons la méthode des Moindres carrés généralisés réalisables ou Feasible Generalized Least Squares (FGLS). Le choix de cette méthode peut être expliqué, principalement, par deux raisons. D'abord, l'usage de l'estimateur FGLS nous permet de traiter l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation, phénomènes courants dans les données du monde réel, en particulier dans les séries chronologiques et les études transversales. En corrigeant ces problèmes, l'estimateur FGLS permet de garantir la validité des inférences statistiques sur les paramètres, telles que les tests de signification et les intervalles de confiance. Ensuite, l'estimateur FGLS est adaptable à divers types de modèles et peut être appliqué dans de nombreux domaines d'étude, où l'hypothèse de variance d'erreur constante est souvent violée. Ce faisant, l'estimateur FGLS améliore la fiabilité des résultats de la recherche empirique en améliorant l'efficacité des estimations. Ainsi, cette méthode, nous obtenons des estimations plus précises des coefficients, en prenant en compte la nature spécifique des erreurs et nos premiers résultats ont révélé que le

niveau d'efficacité des pouvoirs public est significativement affecté par taux de croissance de la population, les dépenses en consommation finale du gouvernement, le niveau des investissements privés et la qualité des institutions.

La suite de ce papier est organisée en quatre sections. La première section présente la littérature. L'approche méthodologique sera présentée dans la deuxième section. La troisième section discute les résultats obtenus. La quatrième section conclut.

### **1. Revue de la littérature sur l'efficacité**

L'efficacité des pouvoirs publics est un sujet de débat complexe et multidimensionnel, particulièrement en Afrique où les défis socio-économiques, politiques et institutionnels sont exacerbés par des contextes historiques et contemporains particuliers. Cette revue présente d'abord la littérature théorique qui vise à explorer les différentes théories développées pour comprendre l'efficacité des institutions publiques avant d'aborder les travaux empiriques

#### **1.1. La littérature théorique**

Dans la littérature théorique, l'efficacité des pouvoirs publics se réfère le plus souvent à la capacité des institutions gouvernementales à atteindre leurs objectifs de manière optimale et à répondre aux besoins de la population. La littérature distingue souvent deux dimensions principales de l'efficacité : l'efficacité organisationnelle, qui concerne la capacité des institutions à fonctionner de manière efficiente, et l'efficacité fonctionnelle, qui se rapporte à leur capacité à atteindre des résultats souhaités en matière de politique publique (Grindle, 1997). Selon Grindle (1997), l'efficacité peut être vue sous deux angles principaux : l'efficacité organisationnelle, qui évalue la capacité des institutions à fonctionner efficacement, et l'efficacité fonctionnelle, qui se concentre sur l'atteinte des objectifs de politique publique.

En Afrique, la notion d'efficacité est souvent associée à des facteurs tels que la corruption, le manque de ressources et des systèmes de gouvernance fragiles. La gestion des affaires publiques de manière équitable et transparente, minimisant la corruption et le favoritisme (Rothstein et Teorell, 2008, Ouedraogo, et al 2022). La littérature sur l'efficacité des pouvoirs publics en Afrique révèle une série de défis et d'opportunités pour améliorer la gouvernance sur le continent. Les théories de la gouvernance, des incitations, du renforcement institutionnel, ainsi que les approches institutionnalistes et contextualisées fournissent des cadres importants pour comprendre et améliorer l'efficacité des institutions publiques. En adressant les problèmes de corruption, en renforçant les capacités administratives, en adaptant les réformes aux contextes locaux, et en améliorant la coordination entre les niveaux de gouvernance, les pays africains peuvent renforcer la performance de leurs pouvoirs publics et favoriser un

développement plus équitable et durable. Les théories de la gouvernance, des incitations, du renforcement institutionnel, des *path dependencies*, ainsi que les approches institutionnalistes et contextualisées fournissent des cadres précieux pour analyser et améliorer l'efficacité des pouvoirs publics. Une approche intégrée, tenant compte des spécificités locales et des défis historiques, est essentielle pour formuler des réformes adaptées et efficaces pour le développement durable en Afrique.

L'efficacité des pouvoirs publics a été décrite par O'dwyer et Ziblatt (2006) comme un concept intuitivement clair mais contesté et très difficile à mesurer (Linz et Stepan, 1978). Sa mesure est complexe et multifacette. Elle inclut des indicateurs de performance économique, tels que la croissance du PIB, les taux de pauvreté, et des critères de gouvernance, comme la transparence, la corruption, et la qualité des services publics (Kaufmann et al. 2009). En Afrique, les difficultés de collecte de données et les variations contextuelles rendent la mesure de l'efficacité encore plus problématique, nécessitant des approches innovantes pour évaluer véritablement la performance des pouvoirs publics. Des indices comme l'Indice de Gouvernance Mondiale (WGI) ou l'Indice de Perception de la Corruption (CPI) mesurent la performance des institutions sur des aspects tels que la transparence et la corruption (Kaufmann et al. 2009). Des indicateurs économiques tels que la croissance du PIB, le taux de chômage et le niveau de pauvreté offrent une vue d'ensemble de l'efficacité des politiques publiques en matière de développement économique. Kaufmann et al. (1999) utilisent des données d'enquête sur les « perceptions de la qualité de la prestation de services publics, la qualité de la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires, l'indépendance de la fonction publique par rapport aux pressions politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement envers les politiques » (Kaufmann et al. 1999, p. 8). De toute façon, la complexité des structures institutionnelles en Afrique, souvent héritée du colonialisme et marquée par des systèmes politiques diversifiés, rend la mesure de l'efficacité particulièrement difficile. Les institutions peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre et même au sein des pays, compliquant ainsi la comparaison et l'évaluation des performances (Mamdani, 1996, Wandeda et al. 2021).

## 1.2 Littérature empirique

Dans la littérature empirique, certaines études ont recherché ces déterminants dans des caractéristiques historiques ou géographiques qui sont hors de portée des gouvernements et des sociétés : la situation économique, géographique du pays, tradition du système juridique, ou la dotation en ressources naturelles. En ce qui concerne la situation économique par exemple, des études comme celles de Garcia-Sanchez et al., (2013) postulent que le revenu national est un

déterminant important de l'efficacité gouvernemental. Dans la même veine, Afonso, Schuknecht et Tanzi (2006) ont examiné l'efficacité du secteur public dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et concluent que le niveau de revenu, la compétence de la fonction publique et le niveau d'éducation de la population affectent l'efficacité. Dans leurs travaux, Hauner et Kyobe (2010) soutiennent que l'inflation réduira l'efficience en rendant la planification des politiques plus difficile, mais leurs données empiriques sont mitigées et incluent des effets positifs dans le secteur de l'éducation. Ainsi, une politique monétaire souple, des taux d'intérêt faibles ou négatifs, pourrait également affecter l'efficience, en « assouplissant » les contraintes budgétaires des gouvernements, c'est-à-dire en permettant l'émission de dette publique relativement bon marché. Brewer et al. (2007) ont utilisé les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale pour étudier le lien entre la responsabilité, la corruption et l'efficacité des pouvoirs publics dans les pays asiatiques sur la période 1996-2005. Les résultats suggèrent que des facteurs tels que la richesse et le revenu, la corruption, ainsi que la responsabilité et la voix ont un impact significatif sur l'efficacité des gouvernements asiatiques. Les autres variables incluses dans l'étude sont l'état de droit, la qualité de la réglementation, la stabilité politique et l'absence de violence, qui sont toutes conformes aux six dimensions de la gouvernance (WGI, 2020). L'ouverture internationale est aussi considérée par certains auteurs comme un facteur qui peut favoriser la qualité institutionnelle et l'efficacité des pouvoirs publics. Elle est liée à l'efficacité dynamique des institutions. Tout d'abord, elle crée un environnement plus dynamique, plus sophistiqué et plus exigeant, ce qui alimente une plus grande demande pour de bonnes institutions. Ensuite, l'ouverture internationale favorise un environnement plus compétitif ; elle peut donc entraver les activités de recherche de rentes, la corruption et le népotisme (Rodrik et al, 2002). De nombreux auteurs ont souligné l'importance des institutions fondées sur des comparaisons d'expériences historiquement différenciées dans certaines régions. Grabowski et al (2020), par exemple, en étudiant le processus par lequel la qualité des institutions a changé dans les pays en développement d'Asie, utilisent divers indicateurs de la qualité des institutions de gouvernance dont l'efficacité des pouvoirs publics. Les résultats des estimations indiquent que les politiques liées à l'amélioration de la productivité du travail agricole, à la réduction de la dépendance aux ressources naturelles et à l'augmentation des taux de scolarisation ont eu une influence positive majeure sur la qualité des institutions de gouvernance dans les pays en développement d'Asie. Il existe aujourd'hui un consensus sur beaucoup de facteurs affectants l'efficacité des pouvoirs publics dans la littérature empirique. Cependant, ce consensus s'effondre lorsque nous en arrivons à l'analyse

de ses déterminants en Afrique. En effet, les difficultés de collecte de données en Afrique, et les variations contextuelles rendent la mesure de l'efficacité encore plus problématique, nécessitant des approches innovantes pour évaluer véritablement la performance des pouvoirs publics. La complexité des structures institutionnelles en Afrique, souvent héritée du colonialisme et marquée par des systèmes politiques diversifiés, rend la mesure de l'efficacité particulièrement difficile. Les institutions peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre et même au sein des pays, compliquant ainsi la comparaison et l'évaluation des performances (Mamdani, 1996).

## 2. Méthodologie

### 2.1. Source de données

Les données utilisées dans cet article proviennent de la base des indicateurs de développement de la Banque Mondiale (*World Development Indicators*). Elles couvrent un panel de 16 pays, comprenant 11 pays d'Afrique de l'Ouest et 5 pays d'Afrique centrale, pour la période de 2002 à 2022. Les variables collectées incluent des indicateurs économiques tels que le taux de croissance du PIB, l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB, les dépenses de consommation finale du gouvernement en pourcentage du PIB, la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB, et le taux d'inflation. En outre, des mesures de l'ouverture économique et du taux de croissance de la population sont également prises en compte, ainsi que divers indicateurs de gouvernance, tels que le niveau de corruption, l'état de droit, la qualité de la réglementation, l'efficacité du gouvernement, la stabilité politique, ainsi que la voix et la responsabilisation. Les données sur les indicateurs de gouvernance proviennent aussi de la Banque Mondiale (*The World Government Indicators (WGI)*) ainsi que *la Fondation Héritage ; International Country Risk Guid (ICRG)* et *Transparency International*. La période 2002-2022, la période d'étude, est motivés par la disponibilité des données. Le Tableau 1 donne le nom qui sera attribué à chaque variable dans les estimations économétriques et le détail des sources des variables.

**Tableau 1. : Description et sources des variables utilisées**

Variable	Description et Source
eff_gouv	Efficacité des pouvoirs publics (WGI)
Idepib	Investissements directs étrangers en pourcentage du PIB (WDI)
dep_govpib	Dépenses gouvernementales (FH)
Fbcfpib	Formation brute de capital fixe en % du PIB (WDI)
Txinf	Taux d'inflation (WDI)
Do	Degré d'ouverture (WDI)
Txpop	Taux de croissance de la population (WDI)
Drpp	Droit de propriété privé (FH)
Qlt_rgl	Qualité de la réglementation (WGI)
Sta_pol	Stabilité politique (WGI)
Vx_resp	Voix et responsabilisation (WGI)
Coorup	Niveau de corruption

Source : Auteurs, 2024

## 2.2 Variables et statistiques descriptives

### 2.2.1 Variables et statistiques descriptives

Notre mesure de l'efficacité des pouvoirs publics est celle de la Banque Mondiale aussi dénommé *Government effectiveness* qui reflète les perceptions de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et son degré d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques. L'indice d'efficacité du gouvernement utilise 47 variables. Ces variables couvrent un éventail allant de la qualité de la bureaucratie à l'infrastructure de distribution des biens et services. Elles proviennent de 32 sources différentes, selon la disponibilité, chacune d'entre elles recevant un poids différent, en fonction de sa précision estimée et de la couverture du pays. L'indicateur utilisé mesure l'efficacité sur une échelle allant de -2,5 à +2,5, où des valeurs plus élevées traduisent une meilleure performance.

Le Tableau 2 affiche les statistiques descriptives de l'indicateur pour chaque pays et pour tout l'échantillon. La valeur moyenne pour tout l'échantillon est de -0,931. Ce résultat indique un niveau moyen d'efficacité relativement faible, suggérant des défis significatifs en matière de gestion publique au sein des pays étudiés. L'écart-type de 0,421 reflète une certaine dispersion

autour de cette moyenne, indiquant des niveaux variés d'efficacité de la gouvernance parmi les pays de l'échantillon.

La valeur minimale de -1,841 signale des niveaux très faibles d'efficacité des pouvoirs publics, mettant en évidence des cas extrêmes de gestion publique déficiente. En revanche, la valeur maximale, proche de zéro (0,086), montre que même les scores les plus élevés restent bien en dessous des niveaux généralement jugés adéquats ou satisfaisants, surtout en comparaison du niveau requis de +2,5.

**Tableau 2 : Statistiques descriptives de l'efficacité des pouvoirs publics intra pays**

Pays	N	Mean	SD	Min	Max
BEN	21	-.528	0.141	-.698	-.164
BFA	21	-.686	0.093	-.846	-.53
CMR	21	-.876	0.045	-.972	-.81
COD	21	-1.646	0.100	-1.841	-1.431
COG	21	-1.211	0.080	-1.369	-1.061
GAB	21	-.796	0.175	-1.004	-.283
GHA	21	-.167	0.122	-.351	.086
GIN	21	-1.07	0.142	-1.273	-.768
GMB	21	-.714	0.120	-.99	-.42
GNB	21	-1.357	0.244	-1.807	-1.051
MLI	21	-.922	0.173	-1.252	-.698
NER	21	-.732	0.066	-.84	-.639
SEN	21	-.329	0.188	-.594	.022
SLE	21	-1.218	0.116	-1.629	-1.063
TCD	21	-1.428	0.171	-1.61	-.888
TGO	21	-1.211	0.260	-1.525	-.643
Total	336	-.931	0.421	-1.841	.086

**Sources: auteurs,2024**

La moyenne de l'efficacité des pouvoirs publics varie considérablement d'un pays à l'autre. Les pays comme La république démocratique du Congo, le Tchad et Guinée-Bissau présentent les moyennes les plus basses, respectivement -1.646 ; -1.428 et -1.357. Ces moyennes indiquent une perception particulièrement négative de l'efficacité des pouvoirs publics dans ces pays, ce qui pourrait refléter de graves défis en matière de gouvernance.

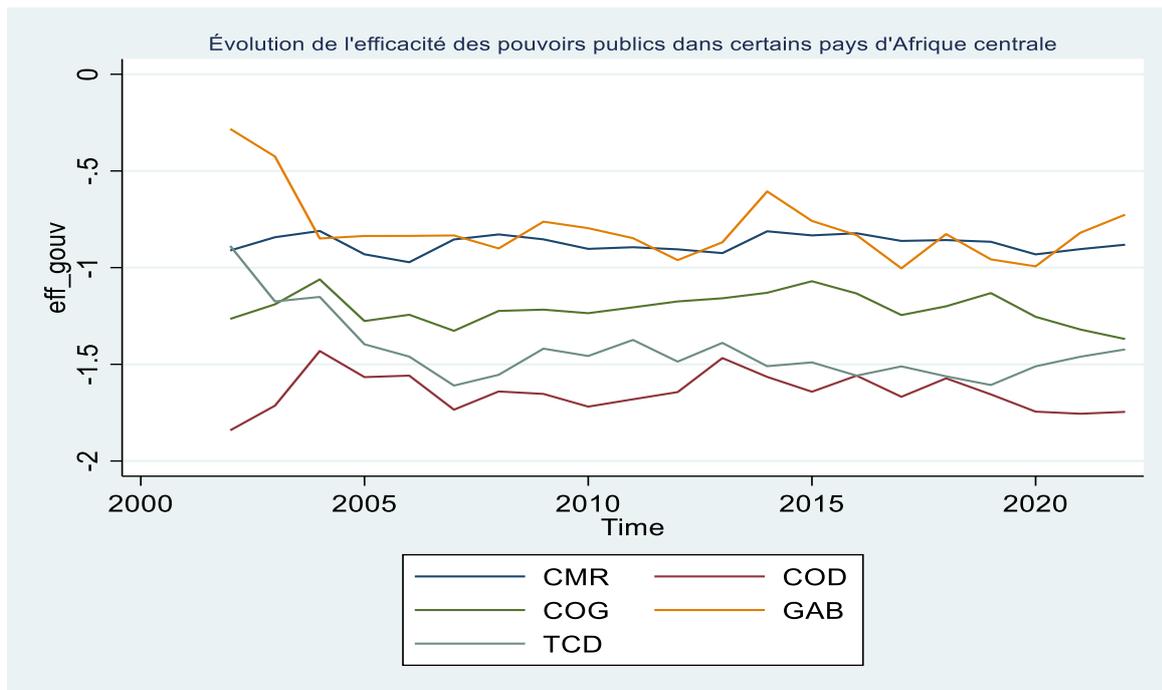
En revanche, le Ghana affiche la moyenne la plus élevée de -0.167, suivi du Sénégal avec une moyenne de -0.329. Bien que ces scores soient encore dans la zone négative, ils sont les plus proches de zéro, suggérant une perception relativement meilleure de l'efficacité des pouvoirs publics dans ces pays.

La République démocratique du Congo possède la valeur minimale la plus basse (-1.841), ce qui traduit un point particulièrement bas dans la perception de l'efficacité des pouvoirs publics.

Ce score, combiné à une faible moyenne et un faible écart-type, suggère une situation de gouvernance très critique et persistante dans le pays.

Le Ghana, quant à lui, a la valeur maximale la plus élevée (0.086), montrant que même si la perception est meilleure comparativement aux autres pays, elle reste encore faible. La figure 1 illustre l'évolution de l'efficacité des pouvoirs publics dans plusieurs pays d'Afrique centrale entre 2000 et 2022. L'indicateur utilisé mesure cette efficacité sur une échelle allant de -2,5 à +2,5, où des valeurs plus élevées traduisent une meilleure performance. De manière générale, les valeurs observées sont négatives tout au long de la période étudiée pour l'ensemble des pays, signalant une performance systématiquement en dessous de la moyenne mondiale. Cette tendance met en lumière les défis persistants auxquels ces pays sont confrontés en matière de gouvernance.

Figure 1 : Evolution de l'efficacité des pouvoirs publics dans certains pays de l'Afrique centrale

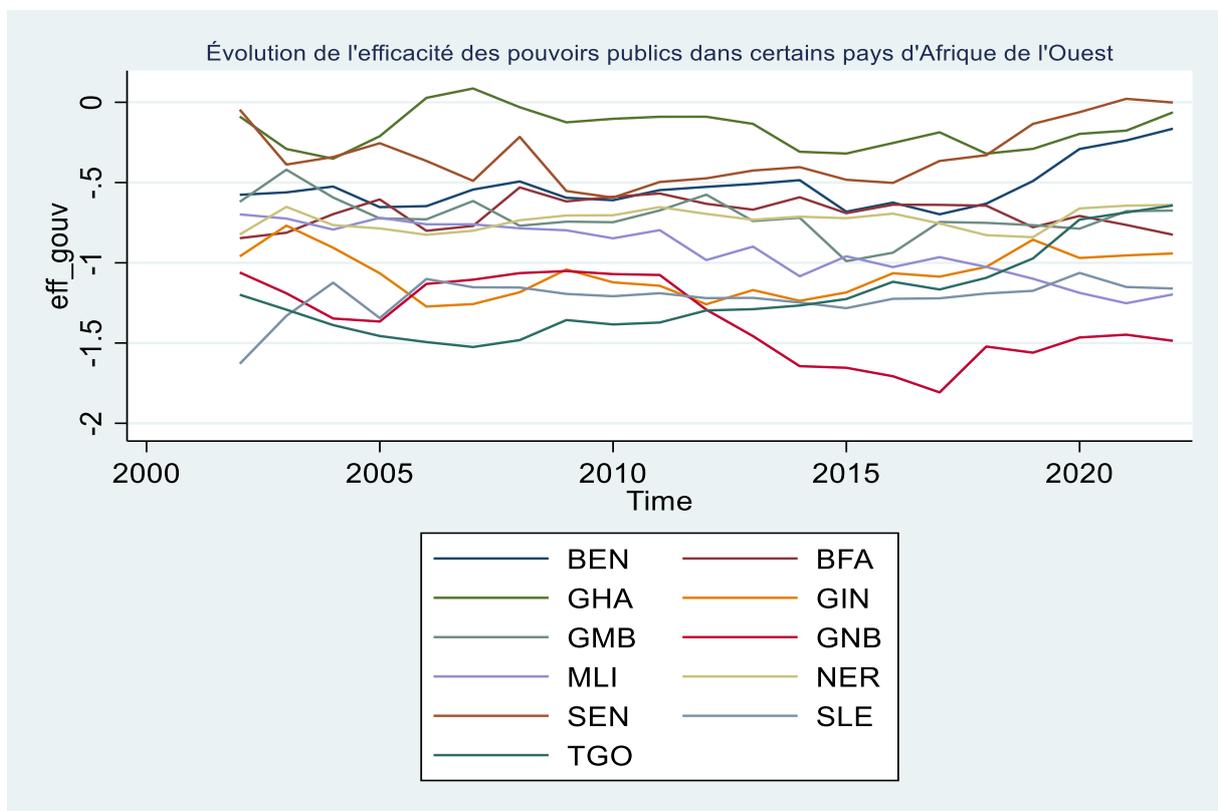


Sources: auteurs, 2024

Le Gabon se distingue par une performance relativement meilleure, bien que ses valeurs aient chuté de manière significative au début des années 2000 avant de se stabiliser autour de -0,5. Ce niveau, bien qu'inférieur à la moyenne mondiale, reste supérieur à celui des autres pays représentés. Le Cameroun, quant à lui, montre une certaine stabilité, avec des valeurs proches de -1 sur toute la période, ce qui suggère une continuité dans les politiques publiques, mais sans amélioration notable de l'efficacité.

Les scores du Congo et du Tchad, qui oscillent autour de -1,5, témoignent d'une efficacité gouvernementale relativement faible. Cette situation peut refléter des défis similaires en matière de gouvernance dans ces pays. Enfin, la République Démocratique du Congo présente une situation particulièrement préoccupante. Son score se maintient autour de -1,5 à -2, illustrant les faiblesses profondes de ses institutions publiques. Malgré une légère amélioration après 2010, la RDC reste en dessous des autres pays, ce qui souligne les défis persistants en matière de réforme et de gouvernance (voir par exemple Ndembe, D. L., 2023 et Vovato, 2024) .

**Figure 2 : Evolution de l'efficacité des pouvoirs publics dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest**



**Sources: auteurs,2024**

La figure 2 révèle des dynamiques contrastées en matière d'efficacité des pouvoirs publics parmi les pays d'Afrique de l'Ouest entre 2000 et 2022. Elles montrent des trajectoires différentes dans la qualité de la gouvernance, reflétées par l'indicateur d'efficacité gouvernementale. Cette diversité illustre les défis et les progrès inégaux auxquels sont confrontés les pays de la région.

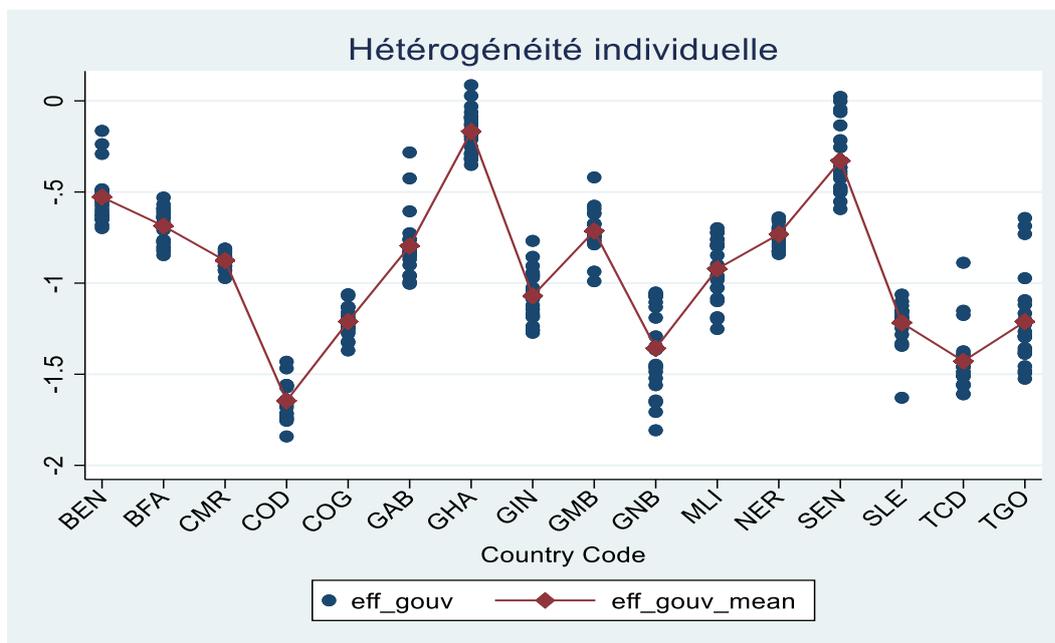
Certains pays, comme le Ghana, le Bénin et le Sénégal, se distinguent par des améliorations notables dans leur gouvernance au fil du temps. Le Ghana, en particulier, affiche une tendance positive avec des scores d'efficacité gouvernementale stables et relativement élevés. Cette

stabilité suggère que le pays a réussi à maintenir des institutions publiques relativement efficaces, même en période de défis économiques ou politiques.

Le Bénin et le Sénégal montrent également des signes de renforcement institutionnel, avec des augmentations progressives des scores d'efficacité gouvernementale, surtout après 2010. Ces améliorations peuvent être le résultat de réformes politiques, de la consolidation de la démocratie, ou d'efforts pour lutter contre la corruption et améliorer la qualité des services publics.

À l'autre extrémité, des pays comme la Guinée-Bissau continuent de faire face à des difficultés significatives dans l'amélioration de leurs institutions publiques. Les scores d'efficacité gouvernementale de la Guinée-Bissau restent faibles tout au long de la période, souvent proches de -1,5. Ces résultats mettent en lumière des problèmes chroniques de gouvernance dans ce pays. La figure 3 illustre l'hétérogénéité de l'efficacité des pouvoirs publics dans divers pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale, sur une échelle allant de -2,5 à +2,5. Elle met en évidence non seulement les disparités de gouvernance entre les pays, mais aussi des variations internes significatives au sein de certains d'entre eux.

**Figure 3 : Hétérogénéité de l'efficacité des pouvoirs publics**



**Sources: auteurs,2024**

Certains pays, tels que le Ghana, le Sénégal et le Bénin se distinguent par des scores moyens d'efficacité gouvernementale relativement élevés, souvent proches de -0,5, reflétant ainsi une performance institutionnelle globalement meilleure par rapport à d'autres pays de l'échantillon.

En revanche, des pays comme le Tchad et la Guinée-Bissau présentent des scores moyens d'efficacité gouvernementale avoisinant -1,5, signalant des défis importants en matière de gouvernance.

Enfin, la République Démocratique du Congo affiche le score d'efficacité gouvernementale le plus bas, avec une valeur proche de -2, ce qui témoigne d'une contre-performance significative dans la gestion des pouvoirs publics.

### **2.2.2 Les variables explicatives**

Plusieurs variables liées aux caractéristiques socio-économiques sont associées à l'efficacité des pouvoirs publics des pays de l'Ouest et l'Afrique centrales. Parmi ces variables, nous pouvons citer L'investissement direct étranger en pourcentage du PIB, les dépenses gouvernementales, les Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB, le taux d'inflation, le degré d'ouverture du pays, le taux de croissance de la population et des indicateurs de la qualité des institutions. Pour capturer cette dernière variable, nous utilisons un indice composite, appelé "indice de qualité des institutions politiques" à l'aide de l'analyse en composantes principales (ACP). Cet indice regroupe plusieurs dimensions des institutions politiques, notamment le niveau de corruption, l'état de droit, la qualité de la réglementation, la stabilité politique, ainsi que la voix et responsabilisation. L'utilisation de cet indice permet de regrouper ces variables, qui mesurent toutes des aspects interconnectés de la qualité des institutions. Ces variables offrent une vue d'ensemble exhaustive de la qualité des institutions politiques. En effet, inclure ces variables séparément dans un modèle de régression pourrait entraîner des problèmes de multi colinéarité, ce qui peut fausser les estimations et compliquer l'interprétation des résultats. L'ACP permet donc de condenser ces dimensions en un seul indice, réduisant ainsi le risque de multi colinéarité tout en conservant la richesse informative des variables originales. Les autres variables explicatives sont taux de croissance du PIB, les investissements directs étrangers en pourcentage du PIB, Dépenses gouvernementales, Formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB, Taux de population

Le tableau 3 fournit des statistiques descriptives pour les variables retenues dans l'échantillon étudié, incluant la moyenne, l'écart-type, ainsi que les valeurs minimales et maximales pour chaque variable. Ces statistiques descriptives offrent un aperçu des caractéristiques fondamentales des données utilisées dans cette recherche.

**Tableau 3 : Statistiques descriptives**

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
eff gouv	336	-.931	.421	-1.841	.086
Txpib	336	4.411	4.231	-20.491	33.629
Idepib	336	4.086	5.677	-17.292	46.275
dep govpi	336	12.082	3.845	3.588	21.309
Fbcfpib	336	21.602	8.762	7.278	78.001
Txinf	336	6.488	10.905	-21.165	94.19
Do	336	63.943	22.156	29.317	156.862
Txpop	336	2.88	.486	1.552	5.663
ind qlt inst	336	0	7.756	-17.474	14.909

**Source : Auteur,2024**

Le tableau 4 présente les coefficients de corrélation entre les différentes variables incluses dans l'étude. Ces coefficients mesurent la force et la direction des relations linéaires entre ces variables. Voici les principales observations :

Investissement direct étranger en pourcentage du PIB : le coefficient de corrélation est -0.057, mais il n'est pas significatif. Cela indique qu'il n'y a pas de relation linéaire claire entre l'IDE en pourcentage du PIB et l'efficacité des pouvoirs publics.

- Dépenses gouvernementales : le coefficient de corrélation est de 0.173 et est significatif au seuil de 1 %. Cette relation positive modérée suggère qu'une augmentation des dépenses gouvernementales est associée à une meilleure efficacité des pouvoirs publics.
- Formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB : le coefficient de corrélation est de 0.004, mais il n'est pas significatif. Il n'y a donc pas de relation statistiquement significative entre les investissements en capital fixe et l'efficacité des pouvoirs publics.
- Taux d'inflation : le coefficient de corrélation est de 0.031, mais il n'est pas statistiquement significatif. Cela suggère qu'il n'y a pas de relation linéaire significative entre l'efficacité des pouvoirs publics et le taux d'inflation.
- Degré d'ouverture : le coefficient de corrélation est de -0.186 et est significatif au seuil de 1 %. Cette relation négative indique que des économies plus ouvertes tendent à avoir une efficacité des pouvoirs publics plus faible.
- Taux de population : le coefficient de corrélation est de -0.173 et est significatif au seuil de 1 %. Cette relation négative indique qu'une population plus nombreuse est associée à une efficacité des pouvoirs publics plus faible.

- Indice de la qualité des institutions politiques : le coefficient de corrélation est de 0.879 et est significatif au seuil de 1 %. Cette forte corrélation positive indique que des institutions politiques de meilleure qualité sont fortement associées à une plus grande efficacité des pouvoirs publics.

**Tableau 4 : Test de corrélation**

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
(1) eff_gouv	1.000								
(2) txpib	0.028	1.000							
(3) idepib	-0.057	0.096*	1.000						
(4) dep_govpib	0.173**	-0.073	-0.057	1.000					
	*								
(5) fbcfpib	0.004	0.000	0.495*	0.229**	1.000				
			**	*					
(6) txinf	0.031	0.077	0.096*	-	-	1.000			
				0.334**	0.173**				
				*	*				
(7) do	-	0.041	0.394*	0.018	0.497**	0.123	1.000		
	0.186**		**		*	**			
	*								
(8) txpop	-	0.322*	0.056	0.014	0.169**	-	0.000	1.000	
	0.173**	**			*	0.094			
	*					*			
(9) ind_qlt_inst	0.879**	0.029	-0.081	0.215**	-0.095*	-0.002	-	-	1.000
	*			*			0.210**	0.188**	
							*	*	

\*\*\*  $p < 0.01$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*  $p < 0.1$

### 2.3 Spécification du modèle et méthode d'estimation

Pour analyser nos données, un modèle de panel à effets fixes est utilisé pour estimer l'effet des caractéristiques intrinsèques des individus dans un ensemble de données de panel. Des exemples de ces caractéristiques intrinsèques sont la génétique, la perspicacité et les facteurs culturels. Ces facteurs ne sont pas directement observables ou mesurables, mais il faut trouver un moyen d'estimer leurs effets, car les laisser de côté conduit à un modèle de régression sous-optimal. Le modèle à effets fixes est conçu pour résoudre ce problème.

Un ensemble de données de panel contient des données collectées sur un certain nombre de périodes pour une ou plusieurs « unités » identifiables de manière unique. Des exemples d'unités sont les animaux, les personnes, les arbres, les lacs, les sociétés et les pays. Un panel de données est appelé panel équilibré ou non équilibré selon que toutes les unités sont suivies ou non pendant le même nombre de périodes. Si le même ensemble d'unités est suivi tout au long de l'étude, cela s'appelle un panel fixe, mais si les unités changent au cours de l'étude, cela s'appelle un panel rotatif.

### 2.3.1 Spécification du modèle

Le modèle que nous considérons dans ce travail met en relation le niveau d'efficacité des pouvoirs publics à différentes caractéristiques des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Pour mieux spécifier ce modèle, nous nous basons sur les études réalisées dans les pays en voie de développement notamment celles Grassi, D., (2016), Al-Marhubi, F. (2004) et Garcia-Sanchez et al. (2013). Nous pouvons ainsi exprimer la forme générale du modèle de régression linéaire pour le pays  $i$  comme suit :

$$y_i = X_i\beta_i + Z_i\gamma_i + \epsilon_i$$

Où :

- $y_i$  est une matrice de taille  $[T, 1]$  contenant les  $T$  observations pour le pays  $i$ .
- $X_i$  est une matrice de taille  $[T, xk]$  contenant les valeurs de  $k$  variables de régression qui sont toutes observables et pertinentes.
- $\beta_i$  est une matrice de taille  $[kx, 1]$  contenant les valeurs (vraies) de la population des coefficients de régression pour les  $k$  variables de régression.
- $Z_i$  est une matrice de taille  $[T, xm]$  contenant les valeurs (théoriques) de toutes les variables ( $m$  en nombre) et les effets non directement observables.
- $\gamma_i$  est une matrice de taille  $[mx, 1]$  contenant les valeurs de population (théoriques) des coefficients de régression pour les  $m$  variables non observables.
- $\epsilon_i$  est une matrice de taille  $[T, 1]$  contenant les erreurs correspondant aux  $T$  observations pour le pays  $i$ .

Ainsi on a :

$$\begin{bmatrix} y_{i1} \\ \vdots \\ y_{iT} \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} x_{i11} & \cdots & x_{i1k} \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ x_{iT1} & \cdots & x_{iT k} \end{bmatrix} \begin{bmatrix} \beta_{i1} \\ \vdots \\ \beta_{ik} \end{bmatrix} + \begin{bmatrix} z_{i11} & \cdots & z_{i1k} \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ z_{iT1} & \cdots & z_{iT k} \end{bmatrix} \begin{bmatrix} \gamma_{i1} \\ \vdots \\ \gamma_{ik} \end{bmatrix} + \begin{bmatrix} \epsilon_{i1} \\ \vdots \\ \epsilon_{iT} \end{bmatrix}$$

Tous les effets spécifiques à l'unité sont supposés introduits par le terme  $Z_i \gamma_i$ . La matrice  $Z_i$  et son vecteur de coefficients  $\gamma_i$  sont des termes purement théoriques puisque ce qu'ils représentent ne peut être en réalité observé et mesuré.

L'objectif est de trouver un moyen d'estimer l'impact de tous les effets non observables contenus dans  $Z_i$  sur  $y$ , c'est-à-dire que nous devons estimer l'impact du terme  $Z_i\gamma_i$  de l'équation de régression sur  $y_i$ .

Pour simplifier l'estimation, on combine l'effet de tous les effets non observables spécifiques au pays en une seule variable que l'on appellera  $z_i$  pour le pays  $i$ .

### 2.3.2 Procédure d'estimation et résultats de tests

Le modèle de base en données de panel que nous utilisons est spécifié comme suit :

$$y_{it} = \alpha + X_{it}\beta + \mu_i + \lambda_t + \dot{\epsilon}_{it}$$

Où :

- $y_{it}$  Variable dépendante pour l'individu  $i$  à l'instant  $t$ ,
- $\alpha$  Constante (*intercept*),
- $X_{it}$  Matrice des variables explicatives pour l'individu  $i$  à l'instant  $t$ ,
- $\beta$  Vecteur des coefficients à estimer pour les variables explicatives,
- $\mu_i$  Effet fixe spécifique à chaque individu  $i$ ,
- $\lambda$  Effet temporel spécifique à chaque période  $t$ ,
- $\dot{\epsilon}_{it}$  Terme d'erreur idiosyncratique.

Nous avons procédé à un test de stationnarité des séries afin de prévenir les régressions fallacieuses. La stationnarité des séries est une condition essentielle pour garantir la validité des estimations économétriques. Nous avons utilisé deux tests complémentaires pour cette vérification le test LLC (Levin-Lin-Chu) et le test IPS (Im, Pesaran et Shin). Si une série s'est avérée non stationnaire, nous allons appliquer la différenciation des données pour la rendre stationnaire.

Un test de causalité au sens de Granger a ensuite été effectué pour examiner les relations de prévisibilité entre les variables. Ce test permet de déterminer si une variable peut être utilisée pour prévoir une autre, sans nécessairement prouver une causalité au sens strict.

Nous avons également réalisé un test de multi-colinéarité pour détecter toute corrélation excessive entre les variables explicatives. La multi colinéarité peut biaiser les estimations des coefficients et rendre les résultats de la régression moins fiables. Pour évaluer ce phénomène,

nous avons calculé le Facteur d'Inflation de la Variance (VIF) pour chaque variable explicative. Un VIF supérieur à 10 a été considéré comme un indicateur de multi colinéarité problématique.

Le test de Hausman a ensuite été appliqué pour choisir le modèle le plus approprié entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires.

Enfin, nous avons effectué une série de tests sur les résidus du modèle pour vérifier les hypothèses classiques de la régression. Nous avons réalisé un test d'hétéroscédasticité pour détecter toute variance non constante des erreurs, car l'hétéroscédasticité peut fausser les écarts-types des coefficients estimés, rendant les tests de signification moins fiables. Enfin, un test d'autocorrélation sérielle a été appliqué pour vérifier l'indépendance des erreurs résiduelles.

### 2.3.2.1 Test de stationnarité

Le tableau 5 présente les résultats des tests de stationnarité que nous avons réalisés pour évaluer la nature des variables incluses dans notre analyse. Nous avons utilisé deux tests complémentaires pour garantir la robustesse et la fiabilité des résultats : le test LLC (Levin-Lin-Chu) et le test IPS (Im, Pesaran et Shin).

Les résultats des deux tests indiquent que toutes les variables considérées sont stationnaires en niveau, ce qui indique que ces variables sont intégrées d'ordre I (0). Étant donné que ces variables sont stationnaires en niveau, l'examen de leur cointégration n'est plus nécessaire.

**Tableau 5 : Test de stationnarité**

Variables	LLC		IPS		Intégration
	Statistique	P-value	Statistique	P-value	
eff_gouv	-1.9275	0.0270	-2.8596	0.0021	I (0)
Txcepib	-5.7897	0.0000	-7.5300	0.0000	I (0)
Idepib	-2.6294	0.0043	-4.4915	0.0000	I (0)
dep_govpib	-2.5276	0.0057	-2.0690	0.0193	I (0)
Fbcfpib	-3.0152	0.0013	-2.5268	0.0058	I (0)
Txinf	-5.2731	0.0000	-7.6651	0.0000	I (0)
Do	-2.2313	0.0128	-1.7658	0.0387	I (0)
Txpop	-2.7745	0.0028	-2.7745	0.0028	I (0)
ind_qlt_inst	-2.4866	0.0064	-4.0001	0.0000	I (0)

Source : Auteur, 2024

### 2.3.2.2 Test de causalité au sens de Granger

Le tableau 6 présente les résultats du test de causalité au sens de Granger pour plusieurs variables en rapport avec l'efficacité des pouvoirs publics. Ce test permet de déterminer si une variable peut être utilisée pour prédire une autre, autrement dit, si elle cause l'autre au sens de Granger. Les résultats montrent que certaines variables, telles que les investissements directs étrangers et l'indice de la qualité des institutions politiques, ont un pouvoir prédictif significatif sur l'efficacité des pouvoirs publics. Cela souligne l'importance de prendre en compte ces facteurs lors de la prévision de l'efficacité des pouvoirs publics. En revanche, des variables comme le taux de croissance du PIB, les dépenses gouvernementales, la formation brute du capital fixe, le taux d'inflation, le degré d'ouverture de l'économie et le taux de population ne montrent pas d'effet causal direct et significatif sur l'efficacité des pouvoirs publics.

**Tableau 6 : Test de causalité au sens de Granger**

Variables	Statistique	P-value
Txcepib	-0.0900	0.9283
Idepib	2.5572	0.0106
dep_govpib	1.2214	0.2219
Fbcfpib	1.8856	0.0594
Txinf	-1.3404	0.1801
Do	-0.8465	0.3973)
Txpop	-0.7686	0.4422)
ind_qlt_inst	2.1053	0.0353

**Source : Auteur,2024**

### 2.3.2.3 Test de multicolinéarité

Le tableau 7 présente les résultats du test de multicolinéarité à travers le Variance Inflation Factor (VIF) pour chaque variable incluse dans notre modèle. Le VIF mesure l'ampleur de la multi colinéarité, c'est-à-dire le degré de corrélation entre une variable indépendante et les autres variables indépendantes dans le modèle.

En général, un VIF inférieur à 10 indique qu'il n'y a pas de multi colinéarité problématique. Certains préfèrent un seuil plus strict de 5, et ici, toutes les valeurs sont bien en dessous de ces seuils. Les résultats montrent que les variables de notre modèle ne présentent pas de problème majeur de multi colinéarité. Les valeurs du VIF sont toutes bien en dessous des seuils généralement acceptés, ce qui suggère que les variables indépendantes sont suffisamment

distinctes les unes des autres pour permettre une estimation fiable de leurs effets sur l'efficacité des pouvoirs publics. Cela renforce la robustesse de nos estimations, car un faible niveau de multi colinéarité signifie que les coefficients estimés sont peu susceptibles d'être biaisés ou instables. Nous pouvons donc interpréter les résultats de notre modèle avec confiance, sachant que la multi colinéarité ne perturbe pas nos analyses.

**Tableau 7 : Résultats test de multicolinéarité à travers le VIF**

VIF	VIF	1/VIF
Fbcfpib	1.876	.533
Do	1.53	.654
Idepib	1.464	.683
dep govpi	1.274	.785
Txpop	1.239	.807
Txinf	1.233	.811
ind qlt inst	1.176	.85
Txpib	1.166	.857
Mean VIF	1.37	.

Source : Auteur, 2024

#### 2.3.2.4 Test de de Hausman

Le test de Hausman compare les estimateurs des modèles de régression à effets fixes et à effets aléatoires pour déterminer lequel est le plus approprié pour les données de panel. En d'autres termes, il aide à choisir entre utiliser les effets fixes (FE) ou les effets aléatoires (RE) dans notre modèle.

**Tableau 8 : Résultats test de Hausman**

	Coef.
Chi-square test value	18.255
P-value	.019

Source : Auteur

Les résultats du test montrent une p-value de 0.019, ce qui indique clairement que nous devons rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle les effets aléatoires sont appropriés pour notre modèle. Cela signifie que les effets fixes sont préférables pour notre analyse.

Étant donné que les résultats du test de Hausman favorisent les effets fixes, cela suggère que les variables explicatives sont corrélées avec les effets individuels. En conséquence, les estimateurs des effets fixes fourniront des estimations plus fiables et non biaisées que ceux des effets aléatoires pour notre modèle.

### 2.3.2.5 Test d'hétéroscédasticité

Le test d'hétéroscédasticité est utilisé pour déterminer si la variance des résidus est constante à travers les observations dans un modèle de régression. Si la variance des résidus varie en fonction des valeurs des variables indépendantes, cela peut indiquer un problème d'hétéroscédasticité, ce qui peut biaiser les estimations et affecter la validité des tests statistiques. Les résultats du test d'hétéroscédasticité suggèrent qu'il y a une hétéroscédasticité significative dans les résidus du modèle. Plus précisément, La p-value très faible (0.0000) indique que nous rejetons l'hypothèse nulle d'homoscédasticité (variance constante des résidus). En d'autres termes, la variance des résidus n'est pas constante et varie en fonction des valeurs des variables indépendantes.

La présence d'hétéroscédasticité peut entraîner des estimateurs inefficaces et des tests statistiques biaisés. Les intervalles de confiance et les tests de significativité peuvent ne pas être fiables, car ils reposent sur l'hypothèse d'homoscédasticité.

### 2.3.2.6 Test d'autocorrélation sérielle

Le test d'autocorrélation est utilisé pour détecter la présence d'autocorrélation dans les résidus d'un modèle de régression. L'autocorrélation se produit lorsque les résidus d'une période sont corrélés avec ceux d'une autre période.

Les résultats du test montrent qu'il y a une autocorrélation significative dans les résidus de notre modèle. Plus précisément, la p-value inférieure à 0.05 (0.0119) indique que nous rejetons l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation. Cela suggère que les résidus sont corrélés entre différentes périodes.

La présence d'autocorrélation dans les résidus peut entraîner des problèmes dans les estimations des coefficients, notamment les erreurs standard biaisées, ce qui peut affecter la validité des tests de significativité.

**Tableau 10 : Résultats tests d'autocorrélation sérielle**

F (1, 7)	Prob > F
447.91	0.0000

*Source : Auteur, 2024*

### 3. Analyse des résultats

Après l'estimation du modèle à effets fixes, des tests complémentaires ont révélé la présence simultanée d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation dans les résidus. Bien que le modèle à effets fixes soit efficace pour contrôler les effets inobservés spécifiques aux unités, il ne corrige pas ces deux problèmes simultanément. Les erreurs standards du modèle à effets fixes ne sont robustes qu'à l'un de ces phénomènes, mais pas aux deux à la fois, ce qui compromet la fiabilité des estimateurs. Pour remédier à ces insuffisances, la méthode des Moindres Carrés Généralisés Faisables (FGLS) s'avère être la solution la plus appropriée. La FGLS est spécialement conçue pour corriger simultanément l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation en ajustant la structure des erreurs. En appliquant la méthode FGLS, nous obtenons des estimations plus précises des coefficients, en prenant en compte la nature spécifique des erreurs.

**Tableau 11 : Résultats des estimations par différentes méthodes**

	(OLS)	(RE)	(FE)	(FE/ corrigée a l'hétéroscé dasticité)	(FE corrigée a l'autocorrél ation)	(FGLS)
	eff_gouv	eff_gouv	eff_gouv	eff_gouv	eff_gouv	eff_gouv
Txpib	.001 (.003)	<b>.003*</b> (.002)	<b>.004*</b> (.002)	.004 (.003)	.001 (.001)	<b>.001**</b> (.001)
Idepib	-.004 (.002)	.001 (.002)	.001 (.002)	.001 (.003)	-.001 (.001)	.000 (.000)
dep_govpib	-.004 (.003)	-.001 (.004)	-.002 (.004)	-.002 (.006)	-.006 (.005)	<b>-.006***</b> (.001)
Fbcfpib	<b>.008***</b> (.002)	<b>.003**</b> (.001)	<b>.003**</b> (.001)	.003 (.002)	.002 (.001)	<b>.002***</b> (.000)
Txinf	<b>.002**</b> (.001)	.001 (.001)	.001 (.001)	.001 (.001)	.000 (.000)	.000 (.000)
Do	<b>-.001**</b> (.001)	-.001 (.001)	-.001 (.001)	-.001 (.001)	-.001 (.001)	<b>.000*</b> (0)
Txpop	-.029 (.024)	<b>-.054**</b> (.025)	<b>-.058**</b> (.025)	-.058 (.038)	-.052 (.038)	<b>-.074***</b> (.007)
ind_qlt_inst	<b>.048***</b> (.001)	<b>.035***</b> (.003)	<b>.03***</b> (.003)	<b>.03***</b> (.004)	<b>.029***</b> (.004)	<b>.046***</b> (.001)

_cons	<b>-.896***</b> (.082)	<b>-.796***</b> (.087)	<b>-.789***</b> (.079)	<b>-.789***</b> (.101)	<b>-.693***</b> (.037)	<b>-.69***</b> (.03)
Observations	336	336	336	336	320	336
Number of groups	16	16	16	16	16	16
Prob > F	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
R-squared	0.7910					
Within		0.2828	0.2840	0.2840	0.1381	
Between		0.8646	0.8640	0.8640	0.8517	
Overall		0.7828	0.7808	0.7808	0.7685	
Wald chi2(8)		206.31				2656.35

*Standard errors are in parentheses*

**\*\*\*  $p < .01$ , \*\*  $p < .05$ , \*  $p < .1$**

Les résultats de nos estimations sont présentés dans le Tableau 11. Le premier modèle, affichée dans la deuxième colonne du tableau, présente les résultats de l'estimation sans effets spécifiques. Le deuxième modèle montre les résultats pour le modèle à effets aléatoires, tandis que le troisième se concentre sur le modèle à effets fixes. Le quatrième modèle correspond aux résultats du modèle à effets fixes corrigé pour l'hétéroscédasticité, et le cinquième modèle corrige l'autocorrélation. Enfin, le dernier modèle utilise la méthode des Moindres Carrés Généralisés Faisables (FGLS), qui corrige simultanément l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation, offrant ainsi une solution plus robuste compte tenu de ces deux problèmes.

Les résultats obtenus par la méthode FGLS révèlent que le coefficient du taux de croissance du PIB est positif et significatif. Cela indique que l'augmentation du PIB est associée à une amélioration de l'efficacité des pouvoirs publics. Cependant, l'effet reste faible, ce qui suggère que bien que la croissance économique soit bénéfique pour la gouvernance, elle n'est pas le facteur le plus déterminant. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que l'efficacité des pouvoirs publics dépend également de nombreux autres facteurs, tels que la qualité des institutions et la stabilité politique, qui peuvent modérer l'effet direct de la croissance économique. Le coefficient négatif et significatif des dépenses en consommation finale du gouvernement indique qu'une augmentation de ces dépenses est associée à une baisse de l'efficacité des pouvoirs publics. Ce résultat suggère que des dépenses publiques orientées vers des biens et services consommés immédiatement peuvent ne pas contribuer de manière optimale à la performance gouvernementale. En effet, ces dépenses pourraient refléter une gestion

inefficace des ressources publiques ou une focalisation excessive sur des dépenses de court terme au détriment des investissements structurants nécessaires à une gouvernance efficace. Le coefficient positif de la formation brute de capital fixe montre qu'une amélioration du niveau des investissements privés sont associés à une plus grande efficacité des pouvoirs publics. Cela souligne l'importance des investissements en capital physique pour renforcer la capacité des gouvernements à fournir des services publics de qualité. Des infrastructures solides facilitent la mise en œuvre des politiques publiques, améliorent l'accès aux services essentiels, et renforcent la confiance des citoyens envers les institutions publiques.

Concernant le coefficient du degré d'ouverture de l'économie bien qu'il soit très faible, il reste significatif, suggérant que l'ouverture économique pourrait légèrement améliorer l'efficacité des pouvoirs publics. Ces résultats confirment ceux Rodrik et al. (2002) selon qui l'ouverture a un impact positif sur la qualité institutionnelle. Cette relation positive pourrait s'expliquer par le fait que l'intégration dans l'économie mondiale incite les gouvernements à adopter des pratiques de gouvernance plus efficaces pour attirer les investissements étrangers, stimuler le commerce, et bénéficier des retombées positives de la mondialisation. Le coefficient négatif et significatif du taux de croissance de la population indique qu'une croissance démographique rapide est fortement associée à une baisse de l'efficacité des pouvoirs publics. Cela s'explique par la pression accrue exercée sur les services publics et les infrastructures dans un contexte de forte croissance démographique. Les gouvernements doivent alors faire face à des défis supplémentaires pour répondre aux besoins croissants de la population, ce qui peut compliquer la gestion publique et réduire l'efficacité des politiques mises en place. Enfin, le coefficient de l'indice composite de la qualité des institutions politiques, intégrant des dimensions telles que l'état de droit, la qualité de la réglementation, la voix et responsabilisation, la stabilité politique et le contrôle de la corruption, est positif et significatif à un seuil de 1 %. Ce résultat indique que l'amélioration de la qualité des institutions politiques est fortement corrélée à une meilleure efficacité des pouvoirs publics. En d'autres termes, des institutions politiques robustes créent un environnement propice à une gouvernance efficace, permettant une mise en œuvre cohérente et efficiente des politiques publiques. Cela correspond aux attentes théoriques selon lesquelles des institutions politiques solides favorisent une gouvernance plus efficace.

## Conclusion

L'objectif de ce chapitre était d'analyser les facteurs explicatifs des pouvoirs publics en Afrique de l'Ouest et Centrale. Pour ce faire, nous avons utilisé un panel de 16 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale sur la période de 2002 à 2022. Notre stratégie d'estimation est basée sur la méthode des Moindres Carrés Généralisés Faisables (FGLS). Nos premiers résultats ont révélé que le niveau d'efficacité des pouvoirs public est significativement affecté par taux de croissance de la population, les dépenses en consommation finale du gouvernement, le niveau des investissements privés et la qualité des institutions. En effet, les résultats montrent aussi qu'un taux de croissance de la population indique qu'une croissance démographique rapide est fortement associée à une baisse de l'efficacité des pouvoirs publics. Cela s'explique par la pression accrue exercée sur les services publics et les infrastructures dans un contexte de forte croissance démographique. Nous avons aussi trouvé que l'amélioration de la qualité des institutions politiques est associée à une meilleure efficacité des pouvoirs publics. Ainsi, de bonnes institutions politique peuvent contribuer à créer un environnement propice à une gouvernance efficace, permettant une mise en œuvre cohérente et efficiente des politiques publiques.

Les résultats de ce chapitre peuvent avoir des implications économiques très importantes en pour l'amélioration de l'efficacité des pouvoirs publics en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest. D'abord, les gouvernements doivent alors faire face à des défis supplémentaires pour répondre aux besoins croissants de la population, ce qui peut compliquer la gestion publique et réduire l'efficacité des politiques mises en place. Ensuite, pour atteindre un niveau élevé d'efficacité, il est nécessaire que les autorités gouvernementales accordent une attention particulière l'amélioration de la qualité des institutions politiques. Des institutions politiques robustes créent un environnement propice à une gouvernance efficace, permettant une mise en œuvre cohérente et efficiente des politiques publiques Enfin, des réformes visant à améliorer l'efficacité des pouvoirs publics doit aussi se focaliser sur une gestion appropriée des dépenses publiques qui est essentielle pour assurer une allocation optimale des ressources gouvernementales.

## BIBLIOGRAPHIE

- Al-Marhubi, F. (2004). The determinants of governance: A cross-country analysis. *Contemporary Economic Policy*, 22(3), 394-406.
- Bergeron, A., Tourek, G., & Weigel, J. L. (2024). The state capacity ceiling on tax rates: Evidence from randomized tax abatements in the drc. *Econometrica*, 92(4), 1163-1193.
- Brewer, G. A., Choi, Y., & Walker, R. M. (2007). Accountability, corruption and government effectiveness in Asia: an exploration of World Bank governance indicators. *International Public Management Review*, 8(2), 204-225
- Chapman, B. (2024). *The profession of government: the public service in Europe*. Taylor & Francis.
- Balan, Pablo, Augustin Bergeron, Gabriel Tourek, and Jonathan Weigel (2022): "Local Elites as State Capacity: How City Chiefs Use Local Information to Increase Tax Compliance in the DR Congo," *American Economic Review*, 112 (3), 762–797.
- De Long, J. B., & Shleifer, A. (1993). Princes and merchants: European city growth before the industrial revolution. *The Journal of Law and Economics*, 36(2), 671-702.
- Easterly, W., & Levine, R. (1997). Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions. *The quarterly journal of economics*, 1203-1250.
- Garcia-Sanchez, I. M., Cuadrado-Ballesteros, B., & Frias-Aceituno, J. (2013). Determinants of government effectiveness. *International Journal of Public Administration*, 36(8), 567-577.
- Grabowski, R., & Self, S. (2020). What factors influence the quality of governance institutions? An Asian perspective. *Journal of Asian Economics*, 70, 101238
- Grassi, D., & Memoli, V. (2016). Political determinants of state capacity in Latin America. *World Development*, 88, 94-106.
- Grindle, M. S. (1997). Divergent cultures? When public organizations perform well in developing countries. *World development*, 25(4), 481-495.
- Hauer, D., & Kyobe, A. (2010). Determinants of government efficiency. *World Development*, 38(11), 1527-1542.
- Hodzic, S., Ravselj, D., & Alibegovic, D. J. (2021). E-Government Effectiveness and Efficiency in EU-28 and COVID-19. *Cent. Eur. Pub. Admin. Rev.*, 19, 159.
- Heller, P. S., & Hauner, D. (2006). Fiscal policy in the face of long-term expenditure uncertainties. *International Tax and Public Finance*, 13, 325-350.
- Johnson, S., Kaufmann, D., Shleifer, A., Goldman, M. I., & Weitzman, M. L. (1997). The unofficial economy in transition. *Brookings papers on economic activity*, 1997(2), 159-239.

- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). Governance matters VIII: aggregate and individual governance indicators, 1996-2008. *World bank policy research working paper*, (4978).
- Kaufmann, D. (1999). Aggregating Governance Indicators.
- Knack, S., & Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance: cross-country tests using alternative institutional measures. *Economics & politics*, 7(3), 207-227.
- Linz, J. (1978). The Breakdown of Democratic Regimes.
- Malla, M. H., et Pathranarakul, P. (2022). Fiscal policy and income inequality: the critical role of institutional capacity. *Economies*, 10(5), 115.
- Mamdani, M. (1996). Indirect rule, civil society, and ethnicity: The African dilemma. *Social Justice*, 23(1/2 (63-64), 145-150.
- Mauro, P. (1995). Corruption and growth. *The quarterly journal of economics*, 110(3), 681-712.
- Montes, G. C., Bastos, J. C. A., & de Oliveira, A. J. (2019). Fiscal transparency, government effectiveness and government spending efficiency: Some international evidence based on panel data approach. *Economic modelling*, 79, 211-225.
- Ndembe, D. L. (2023). Défis de développement ; gouvernance politique et orientation de la politique budgétaire (cas de la République démocratique du Congo de 2006 à 2022). *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(7).
- North, D. C. (1994). The historical evolution of polities. *International Review of Law and Economics*, 14(4), 381-391.
- Novato, A. N. (2024). *Les maux de la gouvernance au Congo-Kinshasa*. L'Harmattan.
- O'dwyer, C., & Ziblatt, D. (2006). Does decentralisation make government more efficient and effective?. *Commonwealth & Comparative Politics*, 44(3), 326-343.
- Ouedraogo, I., Tabi, H. N., Ondo, H. A., & Jiya, A. N. (2022). Institutional quality and human capital development in Africa. *Economic Systems*, 46(1), 100937
- Rodrik, D. (2002). Feasible globalizations. *NBER Working Paper 9129*
- Rothstein, B. O., & Teorell, J. A. (2008). What is quality of government? A theory of impartial government institutions. *Governance*, 21(2), 165-190
- Schuknecht, L., Tanzi, V., & Afonso, A. (2006). *Public sector efficiency: evidence for new EU member states and emerging markets* (No. 581)
- Yousefinejad, M., Othman, J., Kassim, A. A., Anuar, A., AbdulAziz, F., et Sulaiman, N. (2022). The Effects of Taxes, Inflation and Government Effectiveness on House Real Price in OECD

Countries: A Panel Data Study. *International Journal of Academic Reserach in Economics and Management Sciences*, 11(2).

Wandeda, D. O., Masai, W., & Nyandemo, S. M. (2021). Institutional quality and economic growth: evidence from Sub-Saharan Africa countries. *African Journal of Economic Review*, 9(4), 106-125.

Weingast, B. R. (1995). The economic role of political institutions: Market-preserving federalism and economic development. *The Journal of Law, Economics, and Organization*, 11(1), 1-31.